

RCS : PARIS Code greffe : 7501

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1991 B 09688 Numéro SIREN : 382 544 310 Nom ou dénomination : MAJE
--

Ce dépôt a été enregistré le 17/06/2019 sous le numéro de dépôt 45325



20190453252018

DATE DEPOT : 17/06/2019

N° DE DEPOT : 45325

N° GESTION : 1991B09688

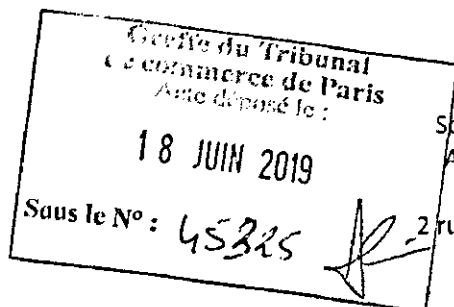
N° SIREN : 382544310

DENOMINATION : MAJE

ADRESSE : 2 rue de Marengo 75001 Paris

MILLESIME : 2018

.



« MAJE »

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 100.000 euros

Siège social :

2 rue de Marengo – 75001 PARIS

382 544 310 RCS PARIS

**PROCES-VERBAL DES DECISIONS
DE L'ASSOCIEE UNIQUE
DU 22 MAI 2019**

Le 22 (vingt-deux) mai 2019, à 16 heures, 49 rue Etienne Marcel – 75001 Paris,

La société SMCP Holding, société par actions simplifiée unipersonnelle, au capital de 93 617 711, 70 euros, dont le siège social est situé 49 rue Etienne Marcel, 75001 Paris, immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le numéro 792 113 193 RCS Paris, Associée unique de la Société Maje, représentée par son Président Monsieur Daniel Lalonde,

En présence de la société JUDITH MILGROM SAS, représentée par Madame Judith Milgrom, Présidente non associée de la société,

Le commissaire aux comptes, la société KPMG, régulièrement convoquée est absent et excusé.

I - A PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexes) de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et le rapport de gestion sur les opérations de l'exercice écoulé ont été arrêtés et établis par la Société JUDITH MILGROM, représentée par Madame Judith Milgrom, Présidente non associée.

Ces documents ont été tenus, au siège social, à la disposition du Commissaire aux comptes dans les délais légaux.

Les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2018, le rapport de gestion de la société Présidente et le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ont été adressés à l'associé unique.

II - A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES A :

- Approbation des comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2018 et quitus au Président,
- Approbation des charges non déductibles,
- Affectation du résultat de l'exercice,
- Conventions visées à l'article L.227-10 du Code de commerce,

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social :
2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.

PREMIERE DECISION - APPROBATION DES COMPTES

L'associée unique, connaissance prise du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par un bénéfice de 19 902 598 euros.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes et résumées dans ces rapports.

L'associée unique approuve également le montant global des dépenses et charges non déductibles des bénéfices soumis à l'impôt sur les sociétés s'élevant à 23 442 euros ainsi que l'impôt sur les sociétés supporté en raison desdites dépenses et charges s'élevant à 8 071 euros.

En conséquence, l'associée unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT

L'associée unique décide d'affecter le bénéfice de l'exercice de 19 902 597, 68 euros de la manière suivante :

En totalité au poste « report à nouveau » qui passe ainsi de 5 994 281 euros à 25 896 879, 23 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Année	Dividende Global	Dividende imposable
2017	20 000 000	20 000 000
2016	32 000 000	32 000 000
2015	0	0

« MAJE »
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 100.000 euros
Siège social :
2 rue de Marengo – 75001 PARIS
382 544 310 RCS PARIS

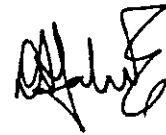
**TROISIEME DECISION – CONVENTIONS VISEES A L'ARTICLE L.227-10 DU CODE DE
COMMERCE**

Conformément aux dispositions de l'article L227-10 alinéa 4 du Code de commerce, nous vous informons qu'aucune convention n'est intervenue entre notre société et son président au cours de l'exercice écoulé.

**QUATRIEME DECISION - POUVOIRS POUR L'ACCOMPLISSEMENT DES
FORMALITES**

L'associée unique donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

De tout ce que dessus, il a été dressé et signé le présent procès-verbal.



**L'associée unique
La société SMCP Holding
Représentée par Daniel Lalonde**



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Maje S.A.S.

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2018

Maje S.A.S.

2, rue Marengo - 75001 Paris

Ce rapport contient 33 pages

Référence : VF-19-02-57



KPMG S.A.
Siège social
Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
France

Téléphone : +33 (0)1 55 68 86 66
Télécopie : +33 (0)1 55 68 86 60
Site internet : www.kpmg.fr

Maje S.A.S.

Siège social : 2, rue Marengo - 75001 Paris
Capital social : €.100 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2018

A l'attention de l'Associé unique de la société Maje S.A.S. ,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Maje S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2018, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2018 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les droits au bail et les fonds de commerce font l'objet de tests de perte de valeur au minimum une fois par an selon les modalités décrites dans la note « immobilisations incorporelles » de l'annexe. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les hypothèses utilisées. Nous nous sommes assurés que l'annexe aux états financiers donne une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;



Maje S.A.S.
Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
17 mai 2019

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 17 mai 2019

KPMG S.A.

Valéry Foussé
Associé

- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Règles et méthodes comptables	8
Faits caractéristiques	14
Immobilisations	15
Amortissements	16
Provisions et dépréciations	17
Créances et dettes	18
Charges à payer	19
Charges et produits constatés d'avance	20
Produits à recevoir	21
Capitaux propres	22
Engagements financiers donnés et reçus	23
Filiales et participations	24
Effectif moyen	25
Opérations liées	26
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	27

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2018	31/12/2017
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement	20 260	11 413	8 847	12 508
Concessions, brevets et droits similaires	597 227	396 987	200 240	207 211
Fonds commercial	25 712 042	2 167 335	23 544 707	23 068 639
Autres immobilisations incorporelles	855 454		855 454	1 435 449
Avances, acomptes sur immo. incorporelles	39 199		39 199	39 794
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel, outillage	32 688	29 033	3 655	1 434
Autres immobilisations corporelles	26 670 138	21 169 572	5 500 566	5 095 619
Immobilisations en cours	1 692 245		1 692 245	970 372
Avances et acomptes	34 041		34 041	157 465
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	1 108 540		1 108 540	608 540
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	2 004 308		2 004 308	2 084 264
ACTIF IMMOBILISE	58 766 141	23 774 339	34 991 801	33 681 294
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	11 561 210	2 558 313	9 002 897	6 378 083
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis	37 276 488	1 300 782	35 975 706	34 343 864
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	21 895		21 895	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	36 757 269	362 209	36 395 060	35 539 152
Autres créances	4 033 563		4 033 563	10 124 379
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 928 205		1 928 205	2 167 024
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 268 477		1 268 477	181 365
ACTIF CIRCULANT	92 847 107	4 221 304	88 625 803	88 733 868
Frais d'émission d'emprunts à étaler	200 000		200 000	
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	159 956		159 956	554 065
TOTAL GENERAL	151 973 204	27 995 644	123 977 561	122 969 228

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Capital social ou individuel (dont versé : 100 000)	100 000	100 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	10 000	10 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	29 699	29 699
Report à nouveau	5 994 282	3 018 213
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	19 902 598	22 976 068
Subventions d'investissement	466 511	43 700
Provisions réglementées		
CAPITAUX PROPRES	26 503 090	26 177 679
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	558 709	990 438
Provisions pour charges		
PROVISIONS	558 709	990 438
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	788 511	716 587
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs 20 000 000)	20 167 901	8 131 828
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	450 962	403 553
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	36 546 803	46 469 413
Dettes fiscales et sociales	8 468 336	10 610 608
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 311 870	798 493
Autres dettes	26 650 481	27 626 688
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	2 398 449	938 027
DETTES	96 783 312	95 695 196
Ecart de conversion passif	132 450	105 914
TOTAL GENERAL	123 977 561	122 969 228

Rubriques	Franco	Exportation	31/12/2018	31/12/2017
Ventes de marchandises	105 644 967	90 406 160	196 051 127	187 362 541
Production vendue de biens	1 250 245	36 198 254	37 448 499	27 971 675
Production vendue de services	2 627 394	454 123	3 081 517	3 267 115
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	109 522 606	127 058 538	236 581 144	218 601 331
Production stockée			1 042 297	5 768 797
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			841	6 525
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			4 070 892	3 940 524
Autres produits			906 030	449 490
PRODUITS D'EXPLOITATION			242 601 204	228 766 668
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			70 050 020	66 208 448
Variation de stock (marchandises)			-440 000	-26 000
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			20 283 289	13 221 253
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			-3 737 000	-499 938
Autres achats et charges externes			82 334 995	71 628 723
Impôts, taxes et versements assimilés			2 660 387	3 329 667
Salaires et traitements			20 106 645	18 614 051
Charges sociales			8 696 545	8 148 370
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 139 724	3 298 480
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations			214 377	932 535
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			3 954 271	2 896 454
Dotations aux provisions			329 024	864 065
Autres charges			167 507	269 090
CHARGES D'EXPLOITATION			207 759 785	188 885 198
RESULTAT D'EXPLOITATION			34 841 420	39 881 470
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			17 485	64 776
Autres intérêts et produits assimilés				
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				45
Différences positives de change			3 855 955	3 341 493
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			3 873 439	3 406 315
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			660 067	330 247
Différences négatives de change			4 159 881	4 317 503
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			4 819 949	4 647 750
RESULTAT FINANCIER			-946 509	-1 241 435
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			33 894 910	38 640 035

Rubriques	31/12/2018	31/12/2017
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	163 605	177 600
Produits exceptionnels sur opérations en capital	786 076	
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	3 022	
PRODUITS EXCEPTIONNELS	952 702	177 600
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	453 657	2 344 955
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	1 431 529	
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	119 889	222 514
CHARGES EXCEPTIONNELLES	2 005 075	2 567 469
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-1 052 373	-2 389 869
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	1 914 203	1 916 676
Impôts sur les bénéfices	11 025 737	11 357 423
TOTAL DES PRODUITS	247 427 346	232 350 583
TOTAL DES CHARGES	227 524 748	209 374 515
BENEFICE OU PERTE	19 902 598	22 976 068

(Articles R. 123-195 et R. 123-196 du code de commerce)

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Le total du bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2018 dont le total est de 123 977 561 Euros, et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant un résultat de : 19 902 598 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2018 au 31/12/2018.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2014-03 modifié par la suite par les règlements 2015-06, 2016-07 et 2017-03).

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations incorporelles

Les fonds de commerce et les droits au bail figurent à l'actif du bilan à leur coût d'acquisition et ne sont pas amortis. Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur de marché est inférieure à leur coût d'acquisition. Cette valeur de marché est testée de manière régulière par un tiers indépendant, si la société a identifié un indicateur de dépréciation des actifs pris individuellement.

Au 31 décembre 2018, le total de la provision pour dépréciation des droits au bail s'élève à 2 167 335 €.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Mode linéaire:

- Logiciels	1 à 5 ans
- Agencements, installations siège	10 ans
- Agencements, installations magasins	4 à 5 ans
- Matériel et outillage	5 ans
- Matériel de transport	5 ans
- Mobilier de bureau et informatique	3 à 5 ans

Dans le cadre des nouvelles règles sur les immobilisations (CRC 2002-10 et CRC 2004-06) la société n'a pas identifié de composants significatifs. Concernant les durées d'amortissement, une modification de la durée d'amortissement des biens liés aux sièges sociaux a été effectuée en cours d'année.

Immobilisations Financières

La valeur brute des titres immobilisés est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépôts et cautionnements se rapportent principalement aux dépôts effectués par la société aux différents bailleurs. Ces dépôts seront remboursés en fin de bail.

Méthode de valorisation des stocks

Stock de tissus et de fournitures

La valeur retenue correspond à la valorisation au prix de revient incluant les frais d'approche convertis au taux de la devise achat.

Certains composants ou fournitures sont utilisés sur plusieurs collections et sont appelés « permanents ».

Les tissus sont dédiés à une collection. Les matières premières et composants font l'objet de provisions tenant compte de leurs perspectives d'écoulement.

Stock de produits finis

La valeur retenue est celle du prix de revient initial (PRI) qui correspond au prix d'achat facturé par le fournisseur converti au taux de la devise d'achat. Le PRI (prix de revient initial) inclut également les frais d'approche de logistique et frais de collection. Les produits défectueux sont valorisés à 0,01€ l'unité.

Dépréciation des stocks de produits finis et tissus

La provision est calculée en fonction de l'ancienneté des produits. Ainsi à chaque clôture (annuelle ou semestrielle), la société est amenée à constater une dépréciation de ses stocks sur l'ensemble de ses collections ayant déjà été vendues au sein de son réseau d'outlet et sur la base de leurs perspectives d'écoulement.

Rémunération des avances consenties entre filiales et sociétés liées

Les avances et prêts sont contractés vis-à-vis de la société mère SMCP HOLDING S.A.S..
Le taux de rémunération servi au titre de l'exercice s'est élevé à 1,50% taux emprunteur / 1,30% taux prêteur pour le compte courant et 1,756% pour l'emprunt participatif intercos.

Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE)

Conformément à la 3ème loi de finances rectificatrice pour 2012, la société Maje S.A.S. bénéficie du Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). En accord avec les textes en vigueur, la société a opté pour une présentation du produit à recevoir au titre du CICE en minoration du poste « Salaires et traitements ».

Le produit à recevoir comptabilisé au titre des rémunérations éligibles et versées à partir du 1er janvier 2018 s'élève à 888 509 euros dans les comptes de la société au 31 décembre 2018.

Le CICE a été utilisé conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du CGI, et a principalement contribué aux efforts entrepris par la société en matière d'avantages au personnel.

Rémunérations allouées aux membres des organes de direction

Eu égard au caractère confidentiel de cette information, les rémunérations ne sont pas divulguées.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Opérations en devises

Les charges et produits en devises sont enregistrés au taux du jour.

Les dettes, créances et disponibilités qui s'y rattachent, figurent au bilan pour leur contrevaletur au taux de clôture de l'exercice. La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises au cours de clôture est passée en écart de conversion, les pertes de change latentes non compensées font l'objet d'une provision pour risque.

SMCP HOLDING S.A.S. centralise la couverture du risque de change pour le compte de ses filiales. L'exposition nette entre les ventes en devises (principalement USD, CNH, GBP, CHF...) et les achats en devises (principalement USD et CNH) est couverte par saison à l'aide d'instruments financiers dérivés sur devises (contrats d'achat / vente à terme de devises et contrats d'options sur devises).

Les gains et pertes de change réalisés dans le cadre de ces opérations de couverture de change sont rétrocédés aux filiales par le biais d'opérations de change internes.

Les engagements en devises au 31 décembre 2018 entre SMCP HOLDING S.A.S. et MAJE S.A.S. sont présentés ci-dessous :

MAJE vs SMCP	Montant (mDEV)	Taux clôture	CTV mEUR	MtM kEUR
EURCAD - Imp	9,663	1,5605	6,192	79,62
EURCHF - Imp	4,335	1,1269	3,847	-75,60
EURCNH - Imp	75,566	7,8714	9,600	103,88
EURGBP - Imp	18,386	0,8945	20,554	91,57
EURHKD - Imp	29,327	8,9675	3,270	-109,13
EURNOK - Imp	2,260	9,9483	0,227	9,08
EURSEK - Imp	4,463	10,2548	0,435	8,59
EURSGD - Imp	2,075	1,5591	1,331	-57,43
EURTWD - Imp	44,455	35,0462	1,268	-31,66
EURUSD - Imp	3,845	1,1450	3,358	28,77
			50,083	47,70

Charges à Payer

Les charges à payer fournisseurs sont principalement constituées des 6 898 K€ de charges à payer Groupe (marchandises, refacturation loyer du siège, salaires, coûts logistiques), 3 444 K€ de charges à payer frais généraux, 925 K€ d'immobilisations et 2 896 K€ de marchandises stockées. De plus, nous notons des charges à payer pour 6 177 K€ de dettes fiscales et sociales et 3 946 K€ d'autres dettes.

Produits et charges exceptionnels

Les charges exceptionnelles d'un montant de 2 005 K€ sont constituées de 349 K€ de frais liés au nouveau siège social , de 290 K€ de charges sociales sur actions gratuites, de 105 K€ d'indemnités transactionnelles, de 500 K€ de mises au rebut d'immobilisations incorporelles, de 133 K€ de mises au rebut d'immobilisations corporelles, de 490 K€ de cession d'immobilisations incorporelles et de 138 K€ d'autres charges exceptionnelles.

Les produits exceptionnels d'un montant de 953 K€ sont constitués de 712 K€ de produits de cession, de 98 K€ de reprise de provision liée au personnel, de 66 K€ de reprise de provision liée aux charges sociales et de 77 K€ de quote-part de subvention.

Les provisions pour risques et charges

Ces provisions enregistrées en conformité avec le règlement CRC 2000-06 sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précisés quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

Elles comprennent notamment les indemnités estimées par le groupe et ses conseils au titre de litiges, contentieux et actions de réclamation de la part des tiers.

Catégories	31/12/2017	Dotations	Reprises de l'exercice		31/12/2018
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges courants	436 373	169 068	112 285	94 403	398 753
Provisions pour perte de change	554 064	159 956	554 064		159 956
TOTAL	990 437	329 024	666 349	94 403	558 709

Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance comptabilisés pour 2 398 449 € correspondent en majorité aux retours de marchandises cédées aux filiales. Leur montant, qui correspond au retour de marge, est déterminé par la différence entre la valorisation des retours au prix de transfert pratiqués et la valorisation des retours au prix de revient.

Charges constatées d'avance

Le compte présentant un solde de 1 268 477 € est constitué de la maintenance informatique pour 146 672 € et de loyers pour 1 121 805 €.

Intégration fiscale

La société a opté à compter du 01/01/2011 pour le régime d'intégration fiscale avec la société Groupe SMCP jusqu'au 31/12/2013, avec SMCP HOLDING S.A.S. jusqu'au 31/12/2016. Puis avec SMCP S.A. depuis le 01/01/2017.

Selon la convention d'intégration fiscale en vigueur au sein du groupe, chaque société filiale supporte une charge d'impôt société équivalente à celle qu'elle aurait supportée en l'absence d'intégration fiscale.

Evènements significatifs postérieurs à la clôture

Néant.

Evolution de l'activité

Le chiffre d'affaires de l'année 2018 a progressé de 8 % par rapport au chiffre d'affaires de l'année 2017.

Le chiffre d'affaires est présenté hors taxe, net des commissions des grands magasins et des rabais, remises, ristournes accordés.

Engagements retraites hors bilan

Les engagements en matière de départ à la retraite ont été estimés au 31 décembre 2018 après prise en compte d'un coefficient d'actualisation suivant la courbe « Eur Ind AA+/AA » éditée par Bloomberg au 31 décembre 2018.

Ce montant est déterminé en fonction des conditions conventionnelles de départ, l'ancienneté des salariés étant calculée à la date de leur départ éventuel à la retraite à l'âge de 65 ans. Il tient compte de la probabilité que le salarié quitte la société avant d'atteindre l'âge du départ en retraite.

L'estimation de l'engagement pour indemnités de fin de carrière comprend les indemnités conventionnelles de fin de carrière spécifiques au régime français par application d'une méthode actuarielle rétrospective prenant en compte le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des salaires, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation.

L'engagement pour indemnités de fin de carrière s'élève à 650 501 €. Il s'élevait à 687 358 € en 2017 non comptabilisé dans les comptes sociaux.

Etablissement des comptes consolidés

La société holding SMCP S.A. RCS Paris 819 816 943, 49 rue Etienne Marcel 75001 Paris, établit les comptes consolidés du groupe.

Autres informations

Honoraires

Le montant des honoraires pour les Commissaires aux Comptes pour la révision légale est de 110 583 euros au titre de l'année 2018.

Evénements significatifs

Néant.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT	18 910		1 350
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 210 161		2 209 880
Terrains			
Dont composants			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.			
Install. techniques, matériel et outillage ind.	29 008		3 680
Installations générales, agenc., aménag.	18 724 438		2 268 179
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	5 164 819		1 408 809
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	970 372		3 743 176
Avances et acomptes	157 465		468 107
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 046 102		7 891 951
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	608 540		500 000
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	2 084 264		93 555
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	2 692 804		593 555
TOTAL GENERAL	54 967 977		10 696 736

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT			20 260	
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	1 226 120	990 000	27 203 921	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions, installations générales, agenc.				
Installations techn., matériel et outillages ind.			32 688	
Installations générales, agencements divers		714 849	20 277 769	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier		181 259	6 392 369	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	3 021 303		1 692 245	
Avances et acomptes	591 531		34 041	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 612 834	896 107	28 429 112	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations			1 108 540	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		173 510	2 004 308	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		173 510	3 112 848	
TOTAL GENERAL	4 838 954	2 059 618	58 766 141	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT	6 402	5 010		11 413
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	285 975	111 012		396 987
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	27 574	1 459		29 033
Installations générales, agenc. et aménag. divers	15 216 920	2 149 788	557 218	16 809 491
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 576 718	872 455	89 092	4 360 081
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 821 212	3 023 702	646 310	21 198 605
TOTAL GENERAL	19 113 590	3 139 724	646 310	21 607 004

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains
Construct.
- sol propre
- sol autrui
- installations
Install. Tech.
Install. Gén.
Mat. Transp.
Mat bureau
Embal récup.

CORPOREL.

Acquis. titre

TOTAL

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

200 000

200 000

Primes de remboursement des obligations

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES				
Provisions pour litiges	436 373	169 068	206 688	398 753
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	554 065	159 956	554 065	159 956
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	990 438	329 024	760 753	558 709
Dépréciations immobilisations incorporelles	2 173 093	214 377	220 135	2 167 335
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 896 454	3 859 095	2 896 454	3 859 095
Dépréciations comptes clients	267 033	95 176		362 209
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	5 336 580	4 168 648	3 116 589	6 388 639
TOTAL GENERAL	6 327 018	4 497 672	3 877 342	6 947 348
Dotations et reprises d'exploitation		4 497 672	3 877 342	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles				
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1/an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	2 004 308		2 004 308
Clients douteux ou litigieux	350 338	350 338	
Autres créances clients	36 406 931	36 406 931	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	25 367	25 367	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	1 769 748	1 769 748	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés	141	141	
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	2 238 308	2 238 308	
Charges constatées d'avance	1 268 477	1 268 477	
TOTAL GENERAL	44 063 617	42 059 309	2 004 308

Montant des prêts accordés en cours d'exercice
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice
Prêts et avances consentis aux associés

ETAT DES DETTES	Montant brut	1/an au plus	plus d'1 an, 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	788 511	788 511		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	20 167 901		20 167 901	
Fournisseurs et comptes rattachés	36 546 803	36 546 803		
Personnel et comptes rattachés	4 206 682	4 206 682		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	3 213 127	3 213 127		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	493 697	493 697		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	554 830	554 830		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 311 870	1 311 870		
Groupe et associés	22 153 804	22 153 804		
Autres dettes	4 496 677	4 496 677		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	2 398 449	2 398 449		
TOTAL GENERAL	96 332 350	76 164 449	20 167 901	
Emprunts souscrits en cours d'exercice	20 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	8 000 000			
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Compte	Libellé	31/12/2018	31/12/2017	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
408100	FRN.FNP FRAIS GENERAUX	3 444 146,90	5 576 127,64	-2 131 980,74
408120	FRN.FNP MARCHANDISES PDTS FINIS ET	2 215 592,12	7 270 377,80	-5 054 785,68
408130	FRN.FNP MARCHANDISES MP	680 605,68	2 537 825,11	-1 857 219,43
408900	FRN.FNP INTERCO - FRANCE	4 054 398,89	2 365 082,50	1 689 316,39
408920	FRN.FNP INTERCO - HORS UE	2 843 518,25	7 368 887,86	-4 525 371,61
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		13 238 259,84	25 118 300,91	-11 880 041,07
DETTES SUR IMMOBILISATIONS				
408400	FRN.FNP IMMOBILISATIONS	925 098,88	715 194,00	209 904,88
TOTAL DETTES SUR IMMOBILISATIONS		925 098,88	715 194,00	209 904,88
AUTRES DETTES				
419800	RABAIS A ACCORDER ET AVOIRS A ETAB	1 402 184,13	1 514 557,84	-112 373,71
419900	AAE INTERCO	2 543 671,61	2 325 779,97	218 091,64
TOTAL AUTRES DETTES		3 948 055,74	3 840 337,81	107 717,93
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
428200	DETTES PROV. POUR CONGES A PAYER	1 422 572,94	1 362 535,54	60 037,40
428210	DETTES PROV. POUR RTT		-21,44	21,44
428220	DETTES PROV. POUR REPOS COMPENSATEU	24 048,38	29 865,83	-5 817,47
428400	DETTES PROV. POUR PARTICIPAT. DES S	1 981 525,00	1 977 655,00	3 870,00
428600	AUTRES CHARGES A PAYER	218 739,00	260 824,00	-42 085,00
428610	AUTRES CHARGES A PAYER NDF	9 199,32	-4 133,79	13 333,11
428640	DETTES PROV. POUR PRIME	509 720,03	539 106,51	-29 386,48
428660	DETTES PROV. POUR PRIME DE PRECARIT	16 917,50	18 149,04	-1 231,54
438200	CHARGES SOC. PROV. SUR CP	640 157,99	613 141,11	27 016,88
438210	CHARGES SOC. PRDV. SUR RTT		-9,65	9,65
438220	CHARGES SOC. PROV. SUR REPOS COMPEN	10 821,90	13 439,73	-2 617,83
438240	CHARGES SOC. PROV. SUR PRIME	199 582,12	238 036,02	-38 453,90
438600	CHARGES A PAYER SUR FORFAIT SOCIAL	396 305,00	395 530,00	775,00
438610	PROVISION CHARGES SOC. PROV. SUR PR	7 612,90	8 167,06	-554,16
438620	AGEFIPH A PAYER	199 328,00	773 732,00	-574 404,00
438630	PROV.FORMATION PROF. CONTINUE	222 049,87	208 103,14	13 946,73
438640	PROV.EFFORT CONSTRUCTION	92 674,09	88 244,33	6 429,76
438650	PROV.TAXE APPRENTISSAGE	220 135,23	205 730,60	14 404,63
448600	CHARGES A PAYER -TVTS	5 288,00	5 835,00	-547,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		8 176 677,25	6 731 930,03	-1 444 747,22
TOTAL CHARGES A PAYER		24 286 091,71	36 405 762,75	-12 119 671,04

Compte	Libellé	31/12/2018	31/12/2017	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
486000	CCA DIVERS COURANT	146 672,35	122 645,57	24 026,78
486100	CCA LOYERS COURANT	1 121 804,56	58 719,44	1 063 085,12
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 268 476,91	181 365,01	1 087 111,90
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
487000	PCA	-2 398 449,12	-938 027,00	-1 460 422,12
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-2 398 449,12	-938 027,00	-1 460 422,12

Compte	Libellé	31/12/2018	31/12/2017	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
CLIENTS ET COMPTES RATTACHES				
418100	CLT. FACTURES A ETABLIR	723 040,50	730 969,41	-7 928,91
418900	CLT. FAE INTERCO FRANCE	68 593,20	27 021,41	41 571,79
418910	CLT. FAE INTERCO UE	1 206 233,41	1 178 648,16	27 585,25
418920	CLT. FAE INTERCO HORS UE		3 837 884,37	-3 837 884,37
418950	CLT FAE INTERCO PRIX DE TRANSFERT	1 992 490,08		1 992 490,08
TOTAL CLIENTS ET COMPTES RATTACHES		3 990 357,19	5 774 523,35	-1 784 166,16
AUTRES CREANCES				
409800	RRR A OBTENIR ET AUTRES AVOIRS NON	22 972,00	7 596,00	15 376,00
409900	RRR INTERCO - FRANCE	9 992,00	9 651,00	341,00
438710	IJSS NETTES	-922,53	-1 317,52	394,99
TOTAL AUTRES CREANCES		32 041,47	15 929,48	16 111,99
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		4 022 398,66	5 790 452,83	-1 768 054,17

Variation des capitaux propres

	Ouverture au 31/12/2017	Augmentation capital	Distribution de dividendes	Autres diminutions / augmentations	Affectation de résultat	Résultat de l'exercice	Clôture au 31/12/2018
Capital social	100 000						100 000
Prime d'émission	0						0
Réserve légale	10 000						10 000
Autres réserves	29 699						29 699
Report à nouveau	3 018 213				2 976 068		5 994 282
Résultat de l'exercice	22 976 068		-20 000 000		-2 976 068	19 902 598	19 902 598
Subventions réglementées	43 700			422 811			466 511
Total	26 177 680		-20 000 000	422 811		19 902 598	26 503 090

Décomposition du capital social

	Ouverture au 31/12/2017	Créées pendant l'exercice	Remboursées pendant l'exercice	Clôture au 31/12/2018
Parts sociales	6 250			6 250
Valeur nominale	16			16
Montant du capital social	100 000			100 000

Engagements donnés					
Catégories d'engagements	Total	Au profit de			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
CREDITS DOCUMENTAIRES	1 516 474				1 516 474
GARANTIES BANCAIRES	563 811				563 811

TOTAL	2 080 285				2 080 285
--------------	------------------	--	--	--	------------------

Engagements reçus					
Catégories d'engagements	Total	Accordés par			
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres
CAUTIONS AFFILIES	630 401				630 401

TOTAL	630 401				630 401
--------------	----------------	--	--	--	----------------

Engagements réciproques					
Catégories d'engagements	Total	Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées Autres

TOTAL					
--------------	--	--	--	--	--

Dénomination	Capital	Q.P. Détenue	Val. brute Titres	Prêts, avances	Chiffre d'affaires
Siège Social	Capitaux Propres	Divid.encaiss.	Val. nette Titres	Cautions	Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
SMCP Luxembourg	31 000	100	218 592		3 072 090
	461 548				140 206
Maje Germany	225 000	100	225 000		8 476 681
	295 900				450 210
MAJBEL	62 000	100	85 000		3 245 789
	174 111				100 358
Maje Stores LTD en GBP	10 000	100	11 700		20 356 729
	953 028				925 438
Maje Spain	503 006	100	503 006		24 370 025
	2 460 218				709 872
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
Maje Suisse en francs Suisse	200 000	50	65 240		13 963 005
	1 218 651				350 760
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Effectifs	Personnel Salarié CDI / CDD
Effectif CADRES 2018	108
Effectif CADRES 2017	90
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	18
Effectif NON CADRES 2018	560
Effectif NON CADRES 2017	556
VARIATION EFFECTIFS N &N-1	4

TABLEAU DES ENTREPRISES LIEES POUR LES ELEMENTS DE BILAN ET COMPTE DE RESULTAT

POSTE BILAN	Clôture au 31/12/2018 en K€
<i>Emprunts participatifs</i>	- 20 000
<i>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</i>	- 15 095
<i>Clients - Avances et acomptes reçus</i>	27 613
<i>Comptes courants</i>	- 20 783
<i>Intégration fiscale</i>	- 1 370
<i>Autres comptes débiteurs et créditeurs</i>	- 227

POSTE COMPTE DE RESULTAT	Clôture au 31/12/2018 en K€
<i>Ventes de produits finis</i>	29 901
<i>Ventes de marchandises</i>	65 821
<i>Produits des activités annexes</i>	555
<i>Intérêts recus comptes courants</i>	17
<i>Autres achats et services extérieurs</i>	- 37 594
<i>Achats de marchandises</i>	- 41
<i>Locations et charges locatives</i>	- 1 348
<i>Charges d'intérêts</i>	- 602

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	33 894 910	11 025 737	22 869 173
Résultat exceptionnel à court terme	-1 052 373		-1 052 373
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés	-1 914 203		-1 914 203
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	30 928 334	11 025 737	19 902 597